



**COMMISSION EXECUTIVE NATIONALE  
MARDI 20 ET MERCREDI 21 JANVIER 2009  
RESUMES DES INTERVENTIONS**

**CHENET Joëli (SNUIPP)**

Les déclarations lénifiantes de C. Lagarde n'ont rien changé, la crise financière et économique est profonde et durable.

Perspectives difficiles, licenciements massifs, atteintes aux droits sociaux, les contraintes sur le pouvoir d'achat se multiplient, les milliards dégagés par le gouvernement ne sont pas répercutés sur le pouvoir d'achat des actifs et retraités. Aucune mesure de relance de la consommation pour contrôler l'usage des fonds publics. Crise prétexte à de nouvelles régressions. L'action intersyndicale du 29 janvier sera un rendez-vous décisif, les retraités doivent y participer massivement. Des suites devront se décider début février dans la perspective du 1<sup>er</sup> avril sur le pouvoir d'achat des retraités. Prix en moyenne 2,8 %, pensions 1,3 %, mesure devant prendre en compte dès le 1<sup>er</sup> janvier cette réalité : forte mobilisation de nos militants sur les actions AMD et mobilisation des dizaines de réponses d'élus. L'action va se poursuivre.

**CLAVEL Annie (SNES)**

La mise en œuvre de la RGPP se poursuit (suppressions de postes, délocalisations de services, restructurations) dans de nombreux secteurs, luttes et oppositions tentent d'enrayer la casse éducation (services des statistiques, ONF, direction de la consommation et de la concurrence, protection judiciaire, ANPE...)

Le gouvernement développe une politique d'autoritarisme, de menaces et d'atteintes aux libertés individuelles et publiques, tout le monde est visé, quel que soit son âge, le droit de grève est mis en cause... Malgré cela des reculs sont imposés au gouvernement (projet de réforme du lycée, travail le dimanche). La journée d'action du 29 janvier verra converger les luttes. Des suites doivent être dès maintenant envisagées

**FEIDT Louis (LORRAINE)**

La préparation de la manifestation du 29 janvier 2009 est un exemple de plus qui laisse penser que les syndicats délaissent les soucis des retraités. Il faut réagir, les autres UCR rencontrent les mêmes attitudes. Pourtant nous nous efforçons de sauvegarder ce qui peut encore l'être et nous répétons que les actifs sont les futurs retraités. Les "30 et 40 ans" ont vite baissé les bras devant l'agressivité des mesures prises par nos gouvernants et écouté les chants des sirènes de l'individualisme en s'empressant de souscrire aux programmes de retraites privées par capitalisation. La mobilisation lycéenne est malgré tout un réveil revendicatif prometteur et marque chez les jeunes, une volonté d'organiser leur avenir laissé en jachère par leurs parents. Les syndicats dont nous faisons partie devrait s'en inspirer !

La baisse des adhésions n'est malheureusement que le reflet d'une tendance au désengagement constaté dans les associations et les syndicats. La FGR n'est pas assez connue. Certains syndiqués ne savent pas qu'elle existe et qu'il en fait partie. Les syndicats

ont un gros travail d'information à faire. Ils devraient aussi accepter que des associations telles que la FGR les relaient pour défendre les intérêts spécifiques des retraités.

### **BRISSAUD Marcel (Délégué national)**

J'ai participé à tous les congrès de la FGR depuis 1988 et ai été élu à la CE nationale au congrès de Niort en 1996. Au congrès de Lamoura marqué par quelques tensions, j'étais intervenu pour que le pluralisme de la FGR soit fortement défendu. Depuis son élection, Jacques Maurice a contribué au renforcement de l'activité de la FGR et assure un effort permanent pour que chacun puisse trouver sa place et participer.

La loi de financement de la sécurité sociale est restrictive sur quelques droits qui étaient encore maintenus dans le Code. Le rapport du COR met très gravement en cause les avantages familiaux et conjugaux.

### **LE GUYADEC Yvon (Délégué national)**

Il souligne que les destructurations sociales en cours s'inscrivent dans la destruction d'un programme de l'état républicain. Il illustre en évoquant les situations des services publics, le déclin des droits sociaux fondamentaux, les atteintes à la laïcité et aux libertés, il observe que la baisse réelle de notre pouvoir d'achat dépasse la moyenne de l'INSEE. Il constate que la réforme "santé-territoire patient hôpital" va amplifier les transferts de charges et la privatisation, il observe que les analyses du COR postulent le recul des retraites par répartition, il globalise en utilisant quatre termes : satisfaction, résignation, résistance, reconquête. La satisfaction regroupe les bénéficiaires direct ou indirect des 96 milliards de bénéfices des entreprises du CAC 40. La résignation amplifierait le détricotage social et républicain. La résistance est nécessaire le 29 janvier, rendez-vous essentiel et unitaire que nous devons réussir. La reconquête, pose la question du sens pour sortir de la crise du système économique libéral. Il conclut en appelant la FGR à prolonger les manifestations du 29 janvier avec les UCR et les associations dans la perspective du rendez-vous "pouvoir d'achat du 1<sup>er</sup> avril".

### **BAUDAILLER Michel (Nord, Pas de Calais)**

Le gouvernement essaie d'opposer les actifs et les retraités. Voir par exemple un rapport du conseil des prélèvements obligatoires qui souligne que le système fiscal opère des transferts au bénéfice des plus âgés au détriment des actifs. De même le dispositif des prélèvements obligatoires opère un transfert instantané au bénéfice des ménages et des individus des + de 65 ans.

L'INSEE indique que les retraités bénéficient d'un niveau d'imposition plus faible, du fait par exemple d'un taux de CSG nettement moins élevé par rapport aux actifs.

De plus l'effort d'apurement de la dette sociale (CRDS) repose davantage sur les générations actives et jeunes.

Tout ceci n'augure pas une volonté d'augmenter le pouvoir d'achat des retraités et la revalorisation au 1/04/09 risque d'être bien maigre, prétextant la crise financière et économique.

### **BALESTRACCI Emile (Corse)**

La FGR-FP de Corse s'active pour mobiliser les retraités à la journée d'action du 29 janvier. Avec les Unions Syndicales et Associations de retraités, la FGR-FP de Corse en plus des mots d'ordre nationaux unitaires pour le pouvoir d'achat, revendique l'attribution d'une prestation compensatoire d'insularité aux retraités de Corse. Une rencontre inter union des retraités devrait décider l'organisation d'une demi-journée pour informer et arrêter avec les retraités des formes d'action pour l'aboutissement de la revendication spécifique insulaire.

### **STEENHOUDT Christian (Délégué national)**

Contexte économique, politique et social. Période marquée par la crise financière et économique, plusieurs contextes : 1. capacité de ceux qui par leur idéologie pour continuer à porter leur discours. 2. incapacité de l'opposition (politique et syndicale) à s'engouffrer dans la brèche pour mettre en cause plus fondamentalement les dogmes libéraux. En France, Sarkozy a le plan de relance le plus libéral sans contre partie pour les banques, les entreprises, les patrons, pas de relance pour la consommation, les profits 2008 des entreprises sont toujours très élevés et vont être distribués, de la même façon aux actionnaires. Constat que la dictature idéologique actuelle a gagné en conditionnant tous les esprits, qui aujourd'hui ne se traduit que par de la division syndicale.

### **BRUNET (SE-UNSA)**

S'associe à l'hommage rendu à J. Maurice pour tout ce qu'il a apporté à la fédération et souhaite "bon vent" à A. Merlen. Est d'accord avec les analyses qui ont été faites sur la crise financière et économique. Les pouvoirs publics n'ont pas tiré les conséquences de cette crise. L'intervention s'est bornée à sauver les banques et à soutenir l'automobile mais rien sur la relance et le soutien au pouvoir d'achat. Au contraire la politique de "réformes" et de démantèlement de la République se trouve confortée. La politique sur l'école illustre cela. C'est l'honneur de la FGR de porter la défense des valeurs de la république. La manifestation du 29 sera un temps fort, unitaire, à la hauteur des enjeux. Les retraités et la FGR doivent y prendre toute leur place.

### **GILBERT Michel (Basse-Normandie)**

En illustration des propos évoquant les voyages présidentiels et les mobilisations qu'ils suscitent, il relate les conditions de la visite du Président à Saint-Lô, il souligne l'importance de la mobilisation et l'esprit de responsabilité des organisateurs et des manifestants face à l'attitude de l'imposant service d'ordre et de la brutalité de ses interventions (lacrymogènes, matraquage, interpellations), il souligne l'écoeuement des manifestants devant de telles réactions et dit son inquiétude devant cette évolution du climat dans la république.

### **BASSOT Bernard (CNRPA)**

B. Bassot fait un compte-rendu de la réunion du 20 janvier des animateurs désignés par le CNRPA pour la mise en place des commissions régionales.

Il constate, qu'à ce jour, aucune réunion de commission régionale n'est programmée.

Seuls 27 départements ont désigné leurs délégués.

Les animateurs doivent rencontrer les DRASS pour fixer la date et les modalités de la réunion d'installation.

Les convocations seront adressées par le CNRPA et les frais de déplacement des délégués pris en charge par les CODERPA concernés.

### **JOURNEAU Christiane (CNRPA)**

C. Journeau donne des informations sur l'activité du CNRPA. Préparation des rencontres nationales du 5.02.09, fonctionnement des 5 commissions : réglementation (peu de textes à examiner), commission territoriale (commissions régionales), prévention santé (5<sup>ème</sup> risque, enquête prévention), retraités dans la société (document en débat), ressource des retraités (pouvoir d'achat, réversion, habitat, TNT).

### **PARDI RAMOND Maryse (PACA)**

Informe que le 1<sup>er</sup> décembre 2007 s'est crée en région PACA une association de coordination des CODERPA composée des CODERPA 04 05 06 83 84, quelques difficultés avec le CODERPA 13.. Se pose la question suivante à savoir qu'en deviendra t-il de cette association si les commissions se mettent en place car à multiplier les structures, on n'arrive à rien.

S'interroge sur le fait de savoir si d'autres régions ont pris la même initiative à savoir création d'une association.

### **BALESTRACCI Emile (Corse)**

Confirme que le CODERPA 2A sera représenté aux rencontres nationales du 5 février, précise que la FGR-FP fera partie de la délégation. Relate la motion concernant la menace de suppression de l'AMD pour les retraités FP d'état présentée par la FGR-FP adoptée à l'unanimité par le Comité. La motion a été transmise au CNRPA et au Ministre de la FP.

### **ARGOUIN Guy (Aquitaine)**

En Lot et Garonne, la FGR est présente au Bureau du CODERPA, à la commission APA, à la Commission régionale...

Guy Argouin représentera le CODERPA 47 à la réunion nationale du 5 février.

En Aquitaine, Tous les CODERPA tiendront demain leur troisième réunion ; à l'ordre du jour, notamment la création d'une Association et des informations sur le C.E.S.R